

LE LOGEMENT



**N'EST PAS
UN PRIVILÈGE**



C'EST UN DROIT!



**EuropeanLEFT
HOUSING
CAMPAIGN**

Cet événement est financé par des fonds du Parlement européen. La responsabilité des opinions et du contenu présentés dans le cadre de cette activité incombe uniquement aux organisateurs et non au Parlement européen



INTRODUCTION

Dans toute l'Europe, des millions de personnes sont confrontées à la flambée des loyers, aux expulsions et à des conditions de logement inadéquates, parce que le logement est considéré comme une marchandise plutôt que comme un droit humain fondamental. Cette crise a des racines structurelles profondes dans les transformations économiques et sociales des dernières décennies, alimentées par les politiques néolibérales. Le déclin de l'Etat-providence, les privatisations et la réduction des dépenses publiques en matière de logement depuis les années 1980 ont conduit à la marchandisation du logement et des espaces urbains. La financiarisation et la montée de la spéculation immobilière - ainsi que le tourisme excessif alimenté par la croissance incontrôlée des locations à court terme (comme Airbnb) et l'utilisation de l'IA qui tend à entraîner des augmentations injustifiées des prix des logements et des loyers à des fins spéculatives - sont des facteurs clés de cette crise. Ils ont contribué à la pénurie de logements pour les résidents permanents et à l'insécurité du logement dans toute la zone euro.

REJOIGNEZ-NOUS DANS LA LUTTE POUR UN LOGEMENT ABORDABLE, ÉQUITABLE ET DURABLE !

La hausse des loyers et la spéculation immobilière entraînent l'éviction des classes populaires. Les locations à court terme (comme Airbnb) contribuent à la pénurie de logements abordables. Les investissements publics dans le logement social sont insuffisants et le nombre de sans-abri augmente.

Entre 2010 et 2023, le loyer moyen dans l'Union Européenne (UE) a augmenté de 22 % et les prix des logements de 48 %. Les salaires n'ont pas suivi la même tendance à la hausse, le pouvoir d'achat diminuant en raison de la forte inflation de ces dernières années. Au cours de la même période, 10,6 % des habitants des villes de l'UE vivaient dans des ménages qui consacraient plus de 40 % de leur revenu disponible au logement. Un phénomène accentué par la hausse des coûts de l'énergie, en partie due à la guerre en Ukraine. Ce taux était le plus élevé dans les villes grecques (31 %), tandis que le plus faible était enregistré à Chypre (3,4 %) et en Croatie (3,5 %). La pénurie de logements décents et abordables s'est aggravée, tandis que le nombre de sans-abri a atteint des niveaux sans précédent : environ 1,3 million d'Européens dorment sans abri chaque nuit.

Ces données mettent en évidence des violations systématiques de la législation internationale et européenne en matière de droits humains, malgré l'obligation légale des États et de l'UE de mettre en œuvre des politiques de logement visant à renforcer la cohésion sociale.

La crise touche de manière disproportionnée la classe ouvrière, la classe moyenne est de plus en plus sous pression et les jeunes. Les femmes, les personnes LGBTQ+ et les migrant.e.s sont confrontés à des discriminations supplémentaires.



Aperçu pour quelques pays

ITALIE : 983 000 ménages locatifs vivent dans la pauvreté absolue, soit 17,6 % de la population résidente totale. Environ 150 000 familles sont menacées d'expulsion, tandis qu'environ 160 000 sont touchées par les ventes aux enchères de logements et les saisies bancaires. Les logements sociaux publics ont diminué en raison de la privatisation, atteignant 769 000 unités en 2024, dont environ 100 000 restent vacantes. Entre-temps, environ 650 000 familles sont sur la liste d'attente pour un logement social public (ERP). Actuellement, le budget de l'État n'est plus alloué au logement social public ou aux aides à la location.

GRÈCE : La crise du logement la plus grave de l'UE est due à la financiarisation, à l'excès de tourisme, au manque de logements sociaux et aux politiques gouvernementales qui favorisent les investisseurs et les locations à court terme au détriment des résidents. Actuellement, 74,6 % des locataires consacrent plus de 40 % de leurs revenus au logement, alors que l'accession à la propriété a fortement diminué en raison de la hausse des taux d'intérêt et des saisies immobilières. L'inadéquation entre le revenu disponible et le coût du logement ne fait qu'aggraver la situation.

AUTRICHE : Le coût du logement a connu une hausse spectaculaire, exacerbée par l'augmentation des prix de l'immobilier, la stagnation des salaires et la faible protection des locataires. Les programmes de logement public, autrefois solides, ont diminué depuis les années 1990. Les augmentations de loyer sont liées à l'inflation, ce qui entraîne de fortes hausses de prix. Les contrats de location limités et les pratiques de construction spéculatives contribuent aux coûts élevés du logement, tandis que les locations à court terme pèsent encore plus sur le marché.

FINLANDE : Le gouvernement de droite met en œuvre des politiques d'austérité, réduisant toutes les prestations sociales, y compris l'aide au logement. Ces réductions ont contraint de nombreuses personnes à déménager, affectant de manière disproportionnée les familles à faibles revenus, les parents isolés et les jeunes. Les expulsions dans les grandes villes ont augmenté de 25 % et le nombre de sans-abri cachés est en hausse. Parallèlement, la réduction des aides au logement a rendu les logements abordables encore moins accessibles, ce qui va à l'encontre des efforts déployés pour faire baisser les loyers. Malgré les progrès réalisés par la Finlande dans la lutte contre le sans-abrisme, des défis subsistent, notamment pour les familles avec de jeunes enfants.

FRANCE : Une crise systémique du logement touche les étudiants, les travailleurs et les populations vulnérables. Les locations à court terme ont réduit le marché locatif privé, tandis que la demande de logements sociaux dépasse largement l'offre. Plus de 330 000 personnes sont sans abri et la pauvreté énergétique augmente avec 26 % des ménages ayant du mal à se chauffer en 2023. Malgré les 3,2 millions de logements vacants, les taux de construction sont en baisse, ce qui aggrave la crise.

HONGRIE : La part de la propriété privée est supérieure à 90 %, et 7,6 % des ménages sont locataires. Les jeunes se tournent de plus en plus vers la location car le prix des maisons a augmenté bien plus vite que les salaires moyens. Sur les 9,6 millions de Hongrois, 2,5 millions consacrent 40 % de leurs revenus aux frais de logement, avec des infrastructures inadéquates, un manque de chauffage et une surpopulation. Près de 15 % du parc immobilier total est constitué de propriétés vacantes. La construction de nouveaux logements a chuté de 100 000 unités en 1975 à 12 000 en 2023, tandis que les prix ont augmenté de 10 à 20 % par an depuis 2020.

PORTUGAL : 70 % des résidences principales sont occupées par des propriétaires, dont 40 % sont grevées par des prêts hypothécaires. 22 % sont des résidences principales louées. Les prix de l'immobilier ont augmenté de 106 % entre 2015 et 2023. Les prêts immobiliers, les paiements échelonnés et les loyers représentent une part considérable des revenus des citoyens. Malgré la récente loi fondamentale sur le logement, le parc de logements sociaux publics reste à 2 % et les municipalités sont confrontées à une crise du logement sans précédent.

ALLEMAGNE : En 2023, 13 % de la population allemande vivait dans des ménages surchargés par le coût du logement, c'est-à-dire qu'ils consacraient plus de 40 % de leur revenu disponible total au logement. La moyenne de l'UE était de 8,8 %. Il manque au moins cinq millions de logements sociaux. Parallèlement, trop d'appartements de luxe sont construits et les logements font souvent l'objet de spéculations. Les loyers restent excessivement élevés, ce qui les rend à peine abordables. En conséquence, de nombreux étudiants continuent à vivre chez leurs parents au lieu d'acquiescer leur indépendance.

ESPAGNE : Le pays connaît sa deuxième grande crise du logement du 21^e siècle. La première était la crise hypothécaire, déclenchée par l'éclatement de la bulle de l'immobilier et du crédit, marquée par la spéculation et les pratiques de prêt abusifs. La crise actuelle est une crise locative, caractérisée par des augmentations de loyer inabordable. Malgré l'emploi et l'augmentation des salaires, de plus en plus de personnes, y compris des familles, sont touchées et risquent l'exclusion sociale.

CHYPRE : Une crise du logement de plus en plus grave se développe alors que la politique gouvernementale ne parvient pas à répondre aux besoins ni à soutenir les groupes à faibles revenus. Le renflouement de 2013, les saisies, la bulle immobilière et la hausse des prix des terrains ont laissé de nombreuses familles dans l'incapacité d'obtenir un logement décent, en particulier parmi les jeunes couples, les étudiants et les personnes âgées. Pour ajouter à la pression, 200 000 personnes déplacées par l'invasion turque de 1974 ne peuvent toujours pas accéder à leur propriété.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : Le logement est devenu extrêmement cher, se classant régulièrement parmi les moins abordables d'Europe. En 2024, la République tchèque était le deuxième pays où l'achat d'un logement était le moins abordable. Les prix des loyers ont augmenté de 100 % au cours des 15 dernières années et devraient encore augmenter. Entre-temps, la République tchèque et ses villes ne disposent pas de réglementations pour freiner la spéculation, ce qui exacerbe la crise.

Les revendications du Parti de la Gauche Européenne en matière de logement

Les mobilisations et les actions en faveur du droit au logement se multiplient dans de nombreux pays de l'UE, aboutissant à des résultats significatifs tels que la suspension des expulsions et des saisies, des appels au Comité des droits de l'homme des Nations unies contre les gouvernements qui violent les droits de l'homme, l'implication des organisations syndicales et des mesures législatives ou des réformes aux niveaux local et national.

En 2021, le Parlement européen a adopté une résolution clé approuvant les principales demandes des mouvements sociaux et, pour la première fois en 2024, la Commission Européenne a nommé un commissaire européen à l'énergie et au logement. Ces avancées ne peuvent être considérées que comme des premiers pas.

Du niveau local au niveau national et européen, le Parti de la Gauche Européenne soutient et renforce fortement ces mobilisations.

1. CESSER DE CONSIDÉRER LE LOGEMENT COMME UNE MARCHANDISE - METTRE FIN À LA LOCATION À COURT TERME

LE PROBLÈME : la financiarisation, la spéculation et le tourisme excessif font grimper les prix.

NOUS DEMANDONS : un plafonnement et un contrôle des loyers, ainsi qu'une réglementation des locations à court terme et des plateformes d'intelligence artificielle. L'arrêt des fonds spéculatifs dans le logement.

2. DES LOGEMENTS POUR LES GENS, PAS POUR LE PROFIT - NOUS AVONS BESOIN DE LOGEMENTS PUBLICS, COOPÉRATIFS ET SANS BUT LUCRATIF.

LE PROBLÈME : le marché privé n'a pas réussi à fournir des logements abordables.

NOUS DEMANDONS : développer le logement en tant que service social d'intérêt général (SSIG) et dynamiser le secteur public, coopératif et sans but lucratif dans tous les Etats membres.

3. STOP AUX EXPULSIONS !

LE PROBLÈME : augmentation des expulsions et des saisies.

NOUS DEMANDONS : un moratoire européen sur les expulsions et les saisies de résidences principales lorsqu'il n'existe pas de solution de relogement adéquate.

4. PLUS DE LOGEMENTS, MOINS DE GUERRES

LE PROBLÈME : les dépenses militaires sont prioritaires par rapport aux investissements sociaux.

NOUS DEMANDONS : la réorientation des fonds destinés aux armes et activer la "clause de sauvegarde" du budget de l'UE pour les logements publics et sociaux.

5. LE LOGEMENT EST UNE QUESTION FÉMINISTE

LE PROBLÈME : l'insécurité du logement touche les femmes de manière disproportionnée.

NOUS DEMANDONS : des logements sûrs pour les familles monoparentales et les survivantes de violences.

6. LE LOGEMENT EST UN DROIT POUR TOUTES ET TOUS !

LE PROBLÈME : les préjugés liés au sexe et à la nationalité constituent des obstacles à l'accès au logement et conduisent à des discriminations, notamment à l'encontre des personnes issues de communautés immigrées.

NOUS DEMANDONS : la fin des discriminations fondées sur le sexe ou la nationalité.

7. DES MAISONS VERTES POUR UN AVENIR DURABLE

LE PROBLÈME : les crises du logement et du climat sont liées.

NOUS DEMANDONS : des investissements dans des logements durables et économes en énergie.



Nos actions en 2025

14 FÉVRIER : Événement à Madrid : présentation des bonnes pratiques des municipalités espagnoles sous la direction de la gauche, en mettant l'accent sur le contrôle des loyers et l'expansion des logements publics.

5-6 AVRIL : Soutien aux mobilisations en Europe pour la Journée du Logement.

25-28 AVRIL : Soutien à la mobilisation internationale contre les fonds vautours.

3 MAI : Initiative à Marseille, avec une action et des mesures anti-Airbnb et sur le mal logement et l'ubérisation en France et en Europe.

23 MAI : Événement à Athènes, avec un accent sur le rôle des syndicats dans la lutte pour le droit au logement, en mettant en lumière la grave crise du logement en Grèce et le besoin urgent de renforcer la protection des locataires.

JUIN : Participation au Forum social italien sur le logement avec des mouvements luttant pour la justice en matière de logement dans toute l'Europe.

4-6 JUIN : participation au Festival international du logement social à Dublin

DU 11 AU 13 JUILLET : Université d'été du PGE à Paris, avec une session plénière et un atelier consacrés à la lutte contre la crise du logement.

OCTOBRE : Soutien des Journées mondiales «Zéro expulsion».

NOVEMBRE : Session sur la crise du logement au Forum européen des forces de Gauche, Vertes et Progressistes.

**SUIVEZ-NOUS POUR PLUS D'INFORMATIONS
SUR CES ÉVÉNEMENTS ET POUR CONNAÎTRE
LES PROCHAINS: RESTEZ INFORMÉ !**

Participez à l'action :

Comment s'impliquer ?

APPEL OUVERT

Avez-vous des loyers et des prix de l'énergie trop élevés ? Êtes-vous menacé d'expulsion ? Êtes-vous victime de discrimination ? Êtes-vous un.e militant.e du droit au logement menacé ? Avez-vous des propositions à faire pour résoudre le problème du logement ?



Votre voix compte ! Partagez votre histoire et vos photos pour dénoncer la crise du logement en Europe. Montrons la réalité qui se cache derrière les statistiques et exigeons le changement ! Envoyez vos contributions en scannant ce code QR:

AGIR LOCALEMENT

O REJOIGNEZ LES GROUPES LOCAUX DE DÉFENSE DU DROIT AU LOGEMENT.

O SOUTENEZ LES POLITIQUES DE CONTRÔLE DES LOYERS DANS VOTRE VILLE.

O FAITES PRESSION SUR LES DÉPUTÉS EUROPÉENS, LES GOUVERNEMENTS NATIONAUX ET LOCAUX POUR OBTENIR DES RÉFORMES EN MATIÈRE DE LOGEMENT.

O PARTAGER LE MATÉRIEL DE LA CAMPAGNE ET SENSIBILISER LE PUBLIC.

#ELHousingCampaign
#HousingForAllEU
#StopHousingCrisis
#Homesnotprofit

VOUS VOULEZ EN SAVOIR PLUS ?



European Left



@european.left



@europeanleft



@european-left.bsky.social



Ensemble, nous pouvons faire du logement un droit humain. La lutte pour un logement équitable est la lutte pour une Europe juste ! Nous devons faire pression sur l'Union Européenne et les gouvernements nationaux ! Mobilisons-nous, organisons-nous et exigeons des actions ! Des fonds publics pour le logement public, pas pour le profit privé ! Construisons un mouvement pour un logement décent ! Luttons ensemble pour le droit au logement ! Luttons pour une autre Europe !